



Engagé·es
au quotidien

CSA de l'AEFE du 08 octobre 2026

7 - Carte des emplois 2027-2028

La FSU a lu la déclaration spécifique qui suit.

“Cette carte des emplois marque un affaiblissement majeur de la direction de l'AEFE. Quoique qu'elle en dise, celle-ci se soumet au chantage d'une dizaine d'établissements conventionnés qui ont mis en jeu la signature de l'avenant. Cette décision met en danger la pérennité du réseau. L'AEFE, après avoir cédé aux exigences du MEN en matière de durée des détachements et de motifs d'irrecevabilité, se plie désormais en toute opacité aux exigences de comités de gestion pour fermer les postes de personnels détachés et résidents. L'opérateur public est de moins en moins pilote, il ne tient plus son réseau, en vient même à sacrifier ses propres agents. Il accepte désormais ce qu'il refusait depuis toujours : fermer des postes occupés. Quel aveu de faiblesse, quelle indignité, quelle trahison pour ses personnels !

La suite est cousue de fil blanc : dans un an, les mêmes établissements supprimeront d'autres postes ; d'autres établissements conventionnés leurs emboîteront le pas, le sachant possible ; d'autres déconventionnements risquent d'advenir. Les établissements partenaires ou leur mode de gestion RH sont-ils l'avenir du réseau ?

Les personnels du réseau cumulent désormais trois craintes : la crainte de l'avenir de l'opérateur public d'éducation à l'étranger, celle de l'avenir de leur établissement et celle de l'avenir de leur poste. Ils sont précarisés. Ils sont sous pression. Ils vont très mal. Leur employeur devient de facto non plus l'AEFE, mais le comité de gestion parentale : il lui suffit d'invoquer une situation financière pour exiger la suppression de tel ou tel poste, de manière arbitraire... On sait toutes les dérives que cela va entraîner et entraîne déjà ! Ce CSA marque donc tristement l'histoire de l'AEFE et la Direction en porte l'entière responsabilité. Monsieur le Directeur général, vous venez de créer une crise de confiance majeure avec vos personnels.”

A la suite de cette déclaration liminaire, la FSU a remis une pétition au Directeur Général, signée par plus de 1200 collègues à ce moment-là.



Engagé·es
au quotidien